

Lundi 27 mai 1968,  
à 15 h 40

NEW YORK

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

## S O M M A I R E

Page

Point 18 de l'ordre du jour:

Organisations non gouvernementales (*fin*) . . . 35Président: M. Manuel PEREZ GUERRERO  
(Venezuela).

## POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (*fin*) [E/4476,  
E/4485 et Corr.1 et 2, E/L.1207/Rev.3 et Add.1,  
E/L.1209 à 1211]

1. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à poursuivre l'examen du projet de résolution présenté par la République-Unie de Tanzanie sous sa nouvelle forme révisée (E/L.1207/Rev.3) et des amendements y relatifs.

2. M. **KABORE** (Haute-Volta) retire les amendements présentés par sa délégation (E/L.1210).

3. M. **WALDRON-RAMSEY** (République-Unie de Tanzanie) dit que, pour tenir compte de certaines objections, sa délégation acceptera de supprimer du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution révisé qu'elle a présenté les mots "ethniques et" et les mots "d'Afrique ou des personnes".

4. La délégation tanzanienne ne peut accepter les amendements de la France (E/L.1209). Aux termes du premier de ces amendements, qui concerne le deuxième alinéa du préambule, les organisations non gouvernementales devraient en effet se limiter à diffuser des informations sur les seules activités économiques et sociales des Nations Unies. De l'avis de la délégation tanzanienne, ces organisations doivent être à même de diffuser des renseignements sur toutes les activités des Nations Unies. Le deuxième amendement déplacerait totalement l'accent du paragraphe 5 du dispositif, et les mots "d'origine africaine" pourraient donner lieu à diverses interprétations. Aux termes du troisième amendement, qui affecte le paragraphe 8 du dispositif, le Secrétaire général ne ferait rapport qu'une seule fois sur l'application des dispositions de la résolution: la délégation tanzanienne estime que ces renseignements doivent être communiqués chaque année.

5. M. **ALLEN** (Royaume-Uni) regrette que la délégation voltaïque ait retiré les amendements qu'elle avait présentés (E/L.1210) et qui avaient reçu l'appui de plusieurs délégations. Ces amendements offraient, en effet, l'avantage de retirer au projet de résolution ses regrettables connotations raciales, plus apparentes encore depuis que les mots "ethniques et" ont été supprimés du paragraphe 5 du dispositif. De surcroît, ces amendements retireraient du projet de résolution les insinuations qu'il contenait à l'en-

droit du Secrétaire général et du Secrétariat. Conformément à l'article 58 du règlement intérieur du Conseil, la délégation britannique demande donc que les amendements qui font l'objet du document E/L.1210 soient de nouveau présentés au Conseil, en tant qu'amendements du Royaume-Uni.

6. M. **NASSINOVSKY** (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a retiré les amendements qu'elle avait présentés (E/L.1211), en réservant sa position en ce qui concerne le principe de l'universalité. La délégation soviétique lance un appel à la délégation française pour qu'elle retire ses amendements, qui affaibliraient la portée du projet de résolution.

7. M. **VIAUD** (France) explique que le premier des amendements présentés par sa délégation (voir E/L.1209) reprend une idée exprimée à la fin du premier alinéa du préambule du projet de résolution. Même si les modifications qui viennent d'être apportées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie améliorent quelque peu le texte du paragraphe 5 du dispositif, la délégation française éprouve néanmoins encore certaines appréhensions. Il serait en effet très difficile au Service de l'information de décider quelles organisations remplissent les critères prévus dans la dernière phrase du paragraphe 5, même si cette phrase était modifiée dans le sens du deuxième amendement de la France. En ce qui concerne le troisième amendement qu'elle a présenté, la délégation française estime qu'il est indispensable d'indiquer dans quel rapport le Secrétaire général devra faire figurer les renseignements relatifs à l'application des dispositions de la résolution. Si ce point pouvait être précisé, la délégation française n'insisterait pas pour que le texte de la résolution contienne une référence à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale.

8. M. **FORSHELL** (Suède) estime que le problème auquel fait allusion le deuxième amendement français pourrait être résolu en remplaçant les mots "personnes d'ascendance africaine", au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, tel qu'il vient d'être amendé oralement par le représentant de la République-Unie de Tanzanie (voir par. 3 ci-dessus), par les mots "populations d'ascendance africaine".

9. M. **KHANACHET** (Koweït) propose que la séance soit suspendue pour permettre aux délégations d'avoir des consultations officieuses.

*Par 14 voix contre zéro, avec 10 abstentions, la proposition est adoptée.*

*La séance est suspendue à 16 h 10; elle est reprise à 16 h 40.*

10. M. **WALDRON-RAMSEY** (République-Unie de Tanzanie) accepte de modifier la dernière phrase du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution

révisé présenté par sa délégation (E/L.1207/Rev.3) et de parler des "populations d'ascendance africaine". Il accepte également de modifier comme suit le paragraphe 8 du dispositif:

*"Prie le Secrétaire général de faire figurer dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation des renseignements sur l'application des dispositions de la présente résolution."*

11. La délégation tanzanienne estime que la motion britannique tendant à réintroduire les amendements présentés initialement par le représentant de la Haute-Volta, qui font l'objet du document E/L.1210, n'est pas recevable parce que cette motion est venue après l'expiration du délai fixé par le Conseil pour la présentation des amendements. L'article 58 du règlement intérieur concernant le retrait des motions et non celui des amendements, son application ne se justifie pas dans le cas présent.

12. Dans l'éventualité où le Conseil serait en désaccord avec la position de la délégation tanzanienne, celle-ci voudrait proposer les sous-amendements suivants aux amendements présentés dans le document E/L.1210: au nouveau paragraphe 4 du dispositif, ajouter les mots "immédiatement et" avant les mots "avec bienveillance"; au même paragraphe, ajouter les mots "et en particulier d'Afrique" après les mots "régions du monde insuffisamment représentées" et remplacer les mots "une représentation équitable" par les mots "une représentation plus équitable". Au nouveau paragraphe 5 du dispositif, supprimer les mots "ethniques et" et ajouter, à la fin du paragraphe, le nouveau membre de phrase suivant: "à cet égard, il conviendrait de faire des efforts particuliers pour encourager l'association au Service de l'information d'organisations représentant des populations d'ascendance africaine".

13. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie l'opinion exprimée par le représentant de la République-Unie de Tanzanie. Si le Conseil décidait que le Royaume-Uni est en droit de réintroduire les amendements présentés dans le document E/L.1210, la délégation soviétique présenterait certains sous-amendements à ces amendements.

14. M. COX (Sierra Leone) partage l'opinion du représentant de la République-Unie de Tanzanie.

15. M. VIAUD (France) et M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) estiment que la délégation britannique est en droit de réintroduire les amendements présentés dans le document E/L.1210.

16. M. BRADLEY (Argentine) partage cette opinion. L'article 58 du règlement intérieur s'applique au cas des amendements présentés dans le document E/L.1210; l'article 56 faisant état d'"amendements ou de propositions", un amendement est donc en tout point assimilable à une proposition. Au demeurant, les délégations qui ne peuvent accepter les amendements en question auront la possibilité d'indiquer leur position par leur vote.

17. Le PRÉSIDENT dit que, dans la pratique de l'Organisation, les projets de résolution et les amen-

dements sont considérés comme des motions. A son avis, l'article 58 du règlement intérieur du Conseil peut donc s'appliquer au cas considéré. Le Conseil doit en conséquence se prononcer sur le projet de résolution révisé (E/L.1207/Rev.3) et sur les amendements y relatifs, y compris les amendements réintroduits par la délégation britannique (E/L.1210).

18. M. VIAUD (France) retire les amendements que sa délégation a présentés (E/L.1209) au projet de résolution révisé. Il demande la division sur le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution.

19. M. ALLEN (Royaume-Uni) accepte les premier et troisième sous-amendements que le représentant de la République-Unie de Tanzanie vient de présenter oralement au nouveau texte du paragraphe 4 du dispositif proposé par la délégation britannique (voir E/L.1210, par. 3), mais demande la division sur le deuxième sous-amendement présenté oralement à ce paragraphe par le représentant de la République-Unie de Tanzanie.

20. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le deuxième sous-amendement présenté oralement par le représentant de la République-Unie de Tanzanie (voir par. 12 ci-dessus) au nouveau texte du paragraphe 4 du dispositif proposé par le Royaume-Uni (voir E/L.1210, par. 3).

*Sur la demande du représentant de la République-Unie de Tanzanie, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Koweït, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Koweït, Libye, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Roumanie, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, France, Guatemala, Inde, Iran, Irlande, Japon.

*Votent contre:* néant.

*S'abstient:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Par 26 voix contre zéro, avec une abstention, le sous-amendement est adopté.*

21. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de supprimer les mots "des Etats Membres" du nouveau texte du paragraphe 4 du dispositif proposé par le Royaume-Uni (voir E/L.1210, par. 3).

*Par 14 voix contre 8, avec 5 abstentions, le sous-amendement est rejeté.*

22. M. VERCELES (Philippines) propose de supprimer le mot "d'augmenter" du nouveau texte du paragraphe 5 du dispositif proposé par le Royaume-Uni (*idem*, par. 4) et de le remplacer par les mots "d'étudier dans quelle mesure il serait souhaitable d'augmenter".

23. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) propose de remplacer l'amendement juste proposé par le représentant des Philippines par les mots "de faciliter l'accroissement du".

24. M. VERCELES (Philippines) accepte la proposition du représentant de la République-Unie de Tanzanie.

25. M. ALLEN (Royaume-Uni) accepte le sous-amendement proposé par les représentants des Philippines et de la République-Unie de Tanzanie au nouveau texte du paragraphe 5 du dispositif.

26. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de supprimer les mots "de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies" dans le nouveau texte du paragraphe 5 du dispositif proposé par la délégation britannique (*idem*).

*Par 14 voix contre 8, avec 5 abstentions, le sous-amendement est rejeté.*

27. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le sous-amendement proposé oralement par le représentant de la République-Unie de Tanzanie (voir par. 12 ci-dessus) tendant à supprimer les mots "certaines et" du nouveau paragraphe 5 du dispositif proposé par le Royaume-Uni (voir E/L.1210, par. 4).

*Sur la demande du représentant de la Libye, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Bulgarie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran, Japon, Koweït, Libye, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* France, Irlande, Mexique, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Belgique.

*Par 19 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le sous-amendement est adopté.*

28. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le sous-amendement de la République-Unie de Tanzanie (voir par. 12 ci-dessus) tendant à ajouter un nouveau membre de phrase à la fin du nouveau texte du paragraphe 5 du dispositif proposé par le Royaume-Uni (voir E/L.1210, par. 4).

*Sur la demande du représentant de la République-Unie de Tanzanie, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Suède, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Inde, Iran, Japon, Koweït, Libye, Maroc, Philippines, Sierra Leone.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Belgique, France, Guatemala, Irlande, Mexique, Panama.

*Par 17 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le sous-amendement est adopté.*

29. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur les amendements du Royaume-Uni au projet de résolution révisé (E/L.1207/Rev.3) qui font l'objet du document E/L.1210, tels qu'ils ont été modifiés oralement.

30. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) demande la division sur le deuxième amendement proposé par le Royaume-Uni tendant à supprimer les paragraphes 2 et 7 du dispositif du projet de résolution (voir E/L.1210, par. 2).

31. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le premier amendement proposé par le Royaume-Uni tendant à insérer un nouvel alinéa après le premier alinéa du préambule du projet de résolution révisé (*idem*, par. 1).

*Par 26 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement est adopté.*

32. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le deuxième amendement proposé par le Royaume-Uni tendant à supprimer le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution révisé (*idem*, par. 2).

*Par 13 voix contre 10, avec 3 abstentions, l'amendement est adopté.*

33. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le deuxième amendement proposé par le Royaume-Uni tendant à supprimer le paragraphe 7 du dispositif (*idem*, par. 2).

*Sur la demande du représentant de la République-Unie de Tanzanie, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Royaume-Uni, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Belgique, France, Guatemala, Irlande, Japon, Mexique, Panama, Suède.

*Votent contre:* République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Sierra Leone, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent:* Venezuela, Philippines.

*Par 14 voix contre 11, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.*

34. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur les troisième et quatrième amendements proposés par le Royaume-Uni (*idem*, par. 3 et 4), tels qu'ils ont été amendés oralement.

*Par 22 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le troisième amendement, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

*Par 15 voix contre zéro, avec 12 abstentions, le quatrième amendement, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

35. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le deuxième alinéa (devenu le troisième) du projet de résolution révisé (E/L.1207/Rev.3), pour lequel

le représentant de la France a demandé un vote séparé.

*Par 22 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le deuxième alinéa du préambule est adopté.*

36. M. KHANACHET (Koweït) propose de remplacer les mots "ont pour effet de propager", au nouveau paragraphe 2 (ancien paragraphe 3) du dispositif, par les mots "tendent à propager".

37. Pour M. VARELA (Panama), au sens strict du mot, il est inexact de dire que les pratiques d'organisations "tendent" à faire quelque chose; comme il s'agit d'activités réelles, elles propagent effectivement l'idéologie nazie. Par conséquent, le représentant du Panama pense qu'il faut remplacer les mots en question par "tendent ou contribuent à propager".

38. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit que, sous une forme ou sous une autre, cet amendement ne lui semble pas pratique. C'est beaucoup demander au Service de l'information que lui demander de juger les tendances des buts et pratiques des organisations, plutôt que d'en juger les effets. Le mot "tendent" est imprécis, et sa présence affaiblit le texte initial.

39. M. VERCELES (Philippines) estime que le texte initial est préférable.

40. M. KHANACHET (Koweït) dit que l'important ce sont les tendances des pratiques d'une organisation. Si le Secrétariat doit attendre de voir l'effet de ces pratiques avant d'agir, la réputation de l'ONU aura peut-être déjà souffert. On peut faire confiance au Secrétariat pour ce qui est d'agir avec intelligence et avec le sens de ses responsabilités dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées. Le représentant du Koweït est prêt à accepter le sous-amendement proposé par le représentant du Panama.

41. M. VIAUD (France) dit que sa délégation appuie totalement les buts énoncés dans l'ensemble du paragraphe et ne souhaite pas que le texte en soit affaibli.

42. M. FORSHELL (Suède) dit que le mot "tendent", qui figure dans l'amendement, affaiblit le texte initial et en rend les dispositions difficiles à appliquer. Il espère, par conséquent, que le représentant du Koweït n'insistera pas pour demander un vote sur son amendement.

43. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) dit que, pour sa part, en tant qu'auteur du projet de résolution initial, il est prêt à accepter l'amendement du représentant du Koweït et le sous-amendement du représentant du Panama.

44. M. FORSHELL (Suède) demande la division sur le maintien des mots "tendent ou".

*Sur la demande du représentant de la Libye, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Royaume-Uni, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, France, Guatemala, Inde, Iran, Japon, Koweït, Libye, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Votent contre:* Etats-Unis d'Amérique, Suède.

*S'abstiennent:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Argentine, Belgique, Irlande.

*Par 20 voix contre 2, avec 5 abstentions, les mots "tendent ou" sont adoptés.*

45. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du texte du nouveau paragraphe 2 du dispositif ainsi modifié.

*Par 24 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le nouveau paragraphe 2 du dispositif, ainsi modifié, est adopté.*

46. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'ensemble du projet de résolution révisé (E/L.1207/Rev.3), tel qu'il a été amendé.

*Par 25 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de résolution révisé, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

47. Le PRESIDENT félicite le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales des résultats obtenus pendant le premier stade de ses travaux.

48. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que sa délégation a appuyé le projet de résolution avec la conviction qu'il s'avérerait utile pour réglementer l'association des organisations non gouvernementales au Service de l'information et pour faire augmenter le nombre des organisations associées. En revanche, le représentant de l'Union soviétique rejette plusieurs points du texte de la résolution qui portent atteinte au principe de l'universalité.

49. M. FORSHELL (Suède) espère que le deuxième stade des travaux du Comité, qui consiste à passer en revue les organisations qui sont actuellement dotées du statut consultatif, justifiera l'optimisme qui règne à la fin du premier stade.

50. M. KHANACHET (Koweït) et M. VERCELES (Philippines) disent que leurs gouvernements sont en faveur de la plus large association possible au Service de l'information de toutes les organisations qui peuvent propager les buts et objectifs de la Charte des Nations Unies.

*La séance est levée à 18 h 50.*